

Les travailleuses du sexe se retrouvent sans toit

Pâquis Avec l'interdiction de la prostitution, les plus précaires des indépendants affluent chez Aspasia, en quête d'aide.



Aux Pâquis, des rues soudainement bien calmes.
Image: Laurent Guiraud

L'association Aspasia, qui défend les intérêts des travailleuses et travailleurs du sexe, ne chôme pas depuis l'annonce, il y a une semaine, de la fermeture de tous les commerces et établissements non essentiels, et de l'interdiction de la prostitution. «Du jour au lendemain, de nombreuses femmes se sont retrouvées complètement démunies, les salons, aujourd'hui fermés, étant non seulement leur lieu de travail, mais aussi, pour beaucoup d'entre elles, leur lieu de vie», explique Isabelle Boillat, coordinatrice au sein d'Aspasia.

Sans revenu et sans toit, nombre de travailleuses du sexe ont ainsi afflué dans les locaux de l'association, restés ouverts, en début de semaine dernière, en quête d'aide. «Nous avons répondu à une septantaine de femmes en deux jours, il a fallu gérer beaucoup de choses, jusqu'aux distances sanitaires dans le local. On doit surtout leur fournir de la nourriture, trouver des hébergements de fortune, négocier avec les patrons de salon pour qu'elles puissent y rester, même sans travailler. Un petit fonds d'urgence a permis de parer au plus pressé, mais cela reste évidemment insuffisant.»

Pour rappel, les travailleuses et travailleurs du sexe déclarés ont le statut d'indépendants. Les récentes mesures d'aide mises en place par le Canton et la Confédération devraient, sur le papier, leur être accessibles. C'est le cas pour celles et ceux, bien établis, qui travaillent à domicile et sur internet. Mais la réalité de la rue est un peu différente; dans les faits, on a souvent affaire à une population au statut très précaire, et donc aujourd'hui surfragilisée: «La plupart des femmes qui travaillent dans la rue sont des étrangères avec des permis de 90 jours, elles naviguent d'un pays à l'autre en Europe. Ce statut ne leur donne pas nécessairement droit à des aides sociales», poursuit la coordinatrice d'Aspasia.

«Elles n'ont nulle part où aller, ne savent pas à qui s'adresser pour se faire aider. Beaucoup veulent partir. Or les fermetures des frontières les concernent en premier lieu, elles se font refouler. Un bus parti pour la Hongrie avec plusieurs femmes à bord a dû faire demi-tour la semaine dernière, et tout le monde s'est retrouvé au point de départ, à Genève. Et les vols annulés à Cointrin n'arrangent évidemment rien.»

Par Cathy Macherel

Articles en relation

Les femmes en première ligne contre la pandémie

Coronavirus Majoritaires dans la santé et dans les commerces de première nécessité, les héroïnes du moment sont exposées sur plus d'un front et demandent plus de soutien. [Plus...](#)

ABO+ Par Chloé Banerjee-Din, Duc-Quang Nguyen
25.03.2020

À Genève, le chômage lève l'obligation de rechercher un emploi

Coronavirus La mesure entre en vigueur dès maintenant et jusqu'à nouvel avis. [Plus...](#)

Par Lorraine Fasler 16.03.2020

Encore des amendes contre les rassemblements

Genève La police a délivré une dizaine de bûches mardi soir pour sanctionner ceux qui continuent à braver le coronavirus. [Plus...](#)

Par Laurence Bézaguet 25.03.2020

La crainte d'Aspasie, c'est de voir évoluer le milieu de la prostitution vers des pratiques beaucoup plus cachées, et donc moins accessibles pour qui leur prodigue du soutien. Car qui dit prohibition dit risque d'activités clandestines, surtout s'il n'y a pas de filet social. «D'où l'importance d'une aide spécifique et rapide pour cette population qui ne peut plus travailler. Car si la situation perdure, on risque de se retrouver très rapidement avec les mêmes problèmes que les pays abolitionnistes», conclut Isabelle Boillat.

Pour éviter toute concentration dans ses locaux, Aspasie a maintenant mis sur pied un numéro d'urgence (022 732 68 28). Les appels, selon l'association, continuent d'arriver en nombre.

Créé: 26.03.2020, 07h25

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non